

## L'enseignement

MICHEL  
BOUVET

## 1. Où va la FEN ?

La question a été posée et vivement débattue en Mai 68 et dans les années qui ont suivi. *21 ans après, où va la FEN ?*, c'est le titre d'une brochure de l'École émancipée (novembre 1969) : 21 ans après le choix de l'autonomie assurant l'existence de la FEN. La FEN « autonome » en 1948 pour l'École émancipée (EE), ce fut le refus de la scission, le refus de choisir entre la CGT de Frachon ou FO de Jouhaux, la volonté très ferme de préserver l'unité du syndicalisme des travailleurs de l'enseignement, dans la perspective de la réunification syndicale. Valière (un dirigeant de l'EE) déclarait alors : « Il ne s'agit surtout pas de s'installer dans l'autonomie, comme Jouhaux et Frachon s'installent dans la division. Il s'agira de profiter d'une position intermédiaire privilégiée, pour rappeler sans relâche que la scission est un crime contre la classe ouvrière. »

En 1968-69..., l'orientation de la FEN et de ses syndicats dans la situation issue de Mai, et face à la crise fait naître de vives inquiétudes. Il y a l'acceptation « active » de la politique contractuelle, etc. Il y a l'installation dans l'autonomie... Il y a la paralysie par les statuts. Selon la formule de J. Desachy : « Le secrétaire de la FEN est dans la position de l'automobiliste de Raymond Devos : il a le droit de tourner en rond... Il a le droit de s'occuper de ce que lui laissent les secrétaires de syndicats nationaux. »

Enfin, il y a la possibilité d'un changement de direction de la FEN, le déclin des UID (Unité-indépendance-démocratie, tendance majoritaire « socialiste »), la montée des U et A (Unité et action, tendance animée en particulier par les militants du PC). Pour l'EE : « La prise de la FEN par les cégétistes (U et A)

conduirait à un alignement sur la tactique de la CGT, à faire adopter par notre organisation des positions proches de celles du PC..., à un renforcement de la bureaucratie... Est-il possible de nous rapprocher des majoritaires ? Nous ne le pensons pas. On ne sauve pas ceux qui s'abandonnent, qui refusent le combat, qui donnent la FEN aux cégétistes par lassitude blasée. »

Pour conclure, l'EE appelle tous les camarades qui veulent travailler à refaire de la FEN une grande organisation syndicale à venir travailler avec elle ou à ses côtés.

Aujourd'hui, la tendance UID a « repris la FEN en main ». Mais où va la tendance UID ? Où la majorité fédérale conduit-elle la FEN ? Nous examinerons certains aspects essentiels de l'orientation de la direction de la FEN, face à l'Union de la gauche et à sa rupture, face à la crise, aux restructurations en cours, à l'austérité, à la situation de division syndicale et politique. Le recentrage de la CFDT a fait grand bruit. Mais la direction de la FEN qui se vante de n'avoir point besoin de recentrage s'adapte aussi à la situation; désyndicalisation, bureaucratisation, menaces de division : où va la FEN ?

## Où va la tendance UID ? Ou conduit-elle la FEN ?

### *La référence au socialisme...*

Dans le préambule de son projet éducatif, la FEN rappelle qu'elle a fait un choix essentiel, celui d'une société socialiste. Mais l'idée centrale et stratégique est que le socialisme se construit jour après jour, qu'il est le résultat de conquêtes successives, et plus précisément des conquêtes dans le domaine de l'éducation : il faut éduquer pour donner le pouvoir politique. Rien ne permet de dire ce qui est premier : l'action politique ou l'action éducative. Une bonne éducation doit permettre un bon usage du suffrage universel.

Il n'y a pas une motion d'orientation où la tendance UID n'appelle de ses vœux une société socialiste et ne condamne la société capitaliste qui « étouffe et exploite l'individu ». La motion pour le congrès de Grenoble (février 1976) développe longuement la perspective socialiste et considère que « sous réserve d'un approfondissement de son contenu, l'autogestion, si l'on ne fait pas du mot un mythe dangereux, pourrait permettre de déterminer une forme possible d'organisation de la vie économique et sociale... »

Même référence au socialisme dans la motion pour le congrès de Nantes. (janvier 1978). Il y est appelé que le socialisme ne se résume pas à l'expropriation du capital privé, qu'il n'est pas le capitalisme d'État, ni la confiscation du pouvoir par les hommes d'un appareil... Surtout, l'idée stratégique est encore qu'une société socialiste se construit *jour après jour*. En particulier, « l'aspiration à la maîtrise par chacun de son travail et de sa vie... cristallisée dans le terme d'« autogestion » se traduit concrètement :

(A) — par la gestion tripartite de l'Éducation nationale (État, personnels, usagers);

- par la décentralisation des décisions au niveau local (et la prise en compte des identités régionales);
- par les possibilités données au mouvement coopératif et mutualiste (important dans l'EN). »

On sait que la participation est un pas vers la gestion tripartite, etc. Pour s'en tenir au troisième point, la référence aux acquis coopératifs et mutualistes est tout à fait significative. Non qu'il n'y ait d'importants acquis sociaux à défendre pour les travailleurs de l'EN, mais deux remarques rapides s'imposent :

1. Dans les luttes conduites par le personnel de ces sociétés gérées et contrôlées par des UID, certaines réactions et prises de position des administrateurs sont en totale contradiction avec les attaches syndicales dont ils se réclament. La MAIF (Mutuelle d'assurance auto et autre des « instits ») a connu au début de l'année 1979 un long mouvement sous la forme d'une grève du mercredi après-midi et d'une mise à l'écart organisée d'une partie des dossiers. A l'assemblée générale qui s'est tenue quelques jours après la fin du conflit, le délégué de l'assemblée départementale des mutualistes de l'Oise est intervenu pour condamner la direction sur deux points : la référence à l'indice INSEE imposée par la direction dans les négociations salariales et, le « coup de téléphone » : des administrateurs nationaux avaient téléphoné au délégué départemental MAIF pour lui signifier que toute distribution de tracts des grévistes aux sociétaires réunis en AG serait considérée comme une *faute professionnelle*.

Quant à la direction de la FEN, au cours du même mouvement, tout en prétendant « ne pas s'immiscer dans les conflits sociaux qui peuvent survenir dans nos diverses mutuelles », elle a pris fait et cause pour les administrateurs, en particulier sur la revendication des 35 heures. « Oui, la FEN est solidaire de la revendication formulée par les centrales ouvrières... mais chacun sait bien que la semaine de 35 heures – dont beaucoup pensent qu'elle devrait résulter d'une décision prise à l'échelle de l'Europe – ne peut être appliquée de but en blanc dans une entreprise isolée, etc. »

2. La dernière-née des sociétés est une banque, la CASDEN-BP, liée aux banques populaires... Les UID ont souligné, au moment de la naissance de cette banque (1975), l'importance d'une telle structure « à ne pas laisser dans des mains qui auraient tôt fait d'en faire une chasse gardée »... La tendance UID est ainsi liée à ces activités de gestion, ce qui ne saurait aller sans marquer sa démarche syndicale, voire son orientation vers un syndicalisme constructif...

Enfin, la référence au socialisme dans la motion du congrès de Toulouse (janvier 1980) se trouve ramassée en conclusion, avec le rappel que « l'exigence d'une autre société est une aspiration profonde des travailleurs », mais surtout avec l'avertissement suivant : « Construire l'avenir, ouvrir des perspectives nouvelles aux travailleurs imposent un langage *clair, crédible*, refusant les certitudes rassurantes, tant au plan économique que politique, à la mesure des problèmes de notre temps. » Bref, c'est l'après Mars 78, la crise...

## *La FEN, le programme commun, l'Union de la gauche, le PS*

Ce qui a permis à la tendance UID d'enrayer le déclin de ses positions après 1972, c'est évidemment la remontée du Parti socialiste, en liaison avec le programme commun et l'Union de la gauche. Les manœuvres bureaucratiques et les mesures organisationnelles, sur lesquelles on reviendra, ont surtout contribué à la consolidation de la remontée.

La direction fédérale ne manque pas de rappeler qu'elle a salué l'existence du programme commun en 1972 comme un acte historique de haute importance. Cette prise de position était motivée par le fait que l'existence de ce programme commun était capable de renforcer « la dynamique unitaire née lors de l'élection présidentielle de 1965 avec la candidature unique de F. Mitterrand. »

Aux élections présidentielles de mai 1974, la FEN, pour laquelle jamais le choix n'a été aussi clair, s'est prononcée sans aucune ambiguïté « pour la victoire du candidat de la gauche, porteur de l'espérance des travailleurs et de la jeunesse ». Elle a appelé ses adhérents, selon la formule consacrée, à mettre leurs actes de citoyens en concordance avec leurs engagements de syndiqués.

La FEN a pris position aux moments cruciaux de la crise de l'Union de la gauche. En mai 1977, le secrétaire général a considéré à la commission administrative que la décision du PC de réactualiser seul le programme commun était une initiative « intempestive et dangereuse ». Au début de septembre 1977, la FEN a attiré l'attention du PS et du MRG sur la nécessité urgente de « préciser clairement leurs intentions en matière sociale, pour que personne ne puisse laisser croire que la gauche au pouvoir ne ferait rien, ou, au contraire, que tout deviendrait soudain possible ». Elle avertit au même moment le PC qu'il tomberait dans un « antisocialisme primaire tout aussi condamnable que l'anticommunisme primaire s'il persistait dans son attitude d'agressivité, de querelle publique ». Le 23 septembre 1977, la FEN dit que personne ne comprendrait que le prétexte de l'augmentation des nationalisations soit utilisé pour rompre la dynamique unitaire. Au congrès de Nantes (janvier 1978), le secrétaire général a pris position pour le désistement au second tour : « Si demain, le PCF, mettant sa menace à exécution, refusait de se désister pour la gauche, il porterait devant l'Histoire, mais surtout devant les travailleurs attentifs la responsabilité d'avoir donné la victoire à la droite ». Enfin, dans le rapport d'activité pour le congrès de Toulouse, A. Henry rappelle « l'écrasante responsabilité du PCF dans la mécanique de démolition des espérances des travailleurs ».

La direction de la FEN a cherché au cours de ces années à profiter au mieux de la remontée du PS. A. Henry a rappelé dans son rapport d'activité au congrès de Grenoble (février 1976) que les adhérents de la FEN sont profondément attachés aux idéaux de la gauche. La FEN « a pris connaissance avec beaucoup d'intérêt des conclusions de la journée des enseignants socialistes » qui s'est tenue le 11 mai 1975. Henry cite F. Mitterrand qui, tirant les conclusions de cette journée, a reconnu que la FEN « représentait un esprit très proche du nôtre ». Les « idéaux de la gauche » se confondent ainsi avec les

idéaux du PS qui sont aussi les idéaux de la FEN. Une place particulière est accordée dans les idéaux au rejet de la conception « léniniste » des rapports partis-syndicats. Comme l'écrit l'EE en décembre 1975 : « Il faut des alliés à UID. C'est le Parti socialiste qui doit fournir le plus gros appui. Les petites phrases de Mitterrand sur les accords salariaux sont exploitées au maximum. L'entrevue avec le PS tombe à point à la veille des élections au BN du SNI (Syndicat national des instituteurs) et du congrès de la FEN. »

Autre objectif : chercher à unifier au sein de la tendance UID les divers courants socialistes : les socialistes qui militent ou qui se reconnaissent dans U et A (si cette tendance est principalement animée et dirigée par des militants du PC, elle a une importante base socialiste); les socialistes (CERES) qui, pendant un certain temps, ont animé une tendance nouvelle au SNES; les socialistes qui sont dans la tendance Rénovation syndicale; les socialistes qui sont au SGEN.

### *L'indépendance active d'un syndicalisme constructif et évolutif*

Le débat sur l'indépendance syndicale est d'une particulière acuité à la FEN; l'indépendance, pour UID, c'est d'abord « l'indépendance » par rapport aux partis politiques. Les U et A sont en permanence accusés par les UID d'être subordonnés au PC, d'en être la courroie de transmission; les U et A sont les cégétistes, les léninistes.

Il arrive que l'anticommunisme primaire prenne le dessus dans la polémique. Ainsi, les UID du Val-d'Oise ou les U et A sont très majoritaires, citent dans leur contribution pour le congrès de 1980 *la maladie infantile du communisme*, parlant des ordres reçus par les communistes dès 1920 et qu'ils appliquent encore : « Il faut savoir user de tous les stratagèmes, user de la ruse, voiler la vérité à seule fin d'entrer dans les syndicats... » On sait de quels syndicats parlait Lénine...

Au moment de la rupture de l'Union de la gauche, dans le débat sur les nationalisations, la position des U et A a effectivement constitué un bel exemple de subordination. Le secrétaire général du SNES n'a-t-il pas écrit dans l'éditorial de la revue syndicale, le 27 septembre 1977, à propos du débat sur les filiales : « Cela met effectivement en évidence le fait que le degré de satisfaction de nos revendications dépend directement, entre autres choses, de l'étendue et de la nature du champ des nationalisations qui doivent être réalisées. » (Après plusieurs années d'apologie du « premier » programme commun...)

L'autre aspect de l'accusation concerne la conception de l'action de la tendance U et A, accusée de pratiquer la « globalisation » de type « cégétiste », dont la fonction est dénoncée comme politique, non syndicale. Pour Henry, « il y a ceux qui ne semblent vivre que de l'aggravation des problèmes et de l'insuccès de leurs démarches. Nous ne ferons jamais partie de ces syndicalistes qui sont toujours heureux de revenir les mains vides pour mieux mener en fait un autre combat de nature politique ». Il existe une autre formulation de la même idée par la direction fédérale : « Mieux vaut un résultat sans grève qu'une grève sans résultats. »

La tendance UID rappelle inlassablement sa conception du syndicalisme, en se réclamant de la charte d'Amiens, de la double démarche « révolutionnaire » (œuvrant à l'avènement d'une société socialiste) et réformiste (défendant les intérêts immédiats : orientation 1976). A. Henry préfère parler aujourd'hui de la démarche du quotidien et de celle de l'avenir d'une « conception *constructive* et *évolutive* de la démarche syndicale. »

Dans les diverses motions et prises de position, l'accent est mis sur la différence de nature entre les syndicats et les partis. Tandis que les partis s'organisent pour la conquête et l'exercice du pouvoir, « le syndicat reste seul face à tous les pouvoirs, force de contestation, d'anticipation, de proposition et élément de contrôle ». Mais attention : dans cette conception, si les partis ont la responsabilité majeure du changement politique par les élections, le syndicalisme n'est ni neutre, ni inactif sur le plan politique : il doit prendre position sur les solutions politiques; il contribue, par ces prises de position, par son rôle d'éducation, à favoriser le « changement politique »; plus important encore, « le syndicalisme qui ne s'attaquerait qu'aux conséquences d'une politique et s'en remettrait au seul parti pour changer celle-ci ne serait qu'un appendice ou qu'un alibi... La FEN estime que le syndicat ne peut attendre les petits lendemains des grands soirs pour proposer les transformations qu'il juge souhaitables ».

Les UID se réclament de « l'indépendance active » du syndicalisme et justifient leurs prises de position, les limites et la nature de ces prises de position sur le terrain politique en fonction de cette conception. Par exemple :

« Saluer le programme commun comme étant capable de créer une dynamique unitaire et d'espoir est un acte qui distingue l'indépendance active de l'apolitisme et de la neutralité.

» Le soutenir et le cautionner en tant que syndicalistes est un acte qui distingue la subordination de l'indépendance. »

Qu'a signifié concrètement cette « indépendance active » jusqu'à mars 78 ? Elle a signifié d'abord le maintien de l'orientation de concertation-pression, orientation de subordination au pouvoir en place, (avec les résultats que l'on connaît : vote de la loi Haby, Guermeur — etc. sans réelle bataille). Elle a signifié l'affirmation des convergences avec le PS, convergences appliquées à la FEN elle-même et pas seulement à la tendance UID. Elle a signifié le soutien à la dynamique liée au programme commun et à l'Union de la gauche, le soutien à la formule gouvernementale d'Union de la gauche, mais le refus de se lier au programme commun.

Cette position de la FEN est originale : elle ne se confond ni avec celle de FO, ni avec celle de la CGT et de la CFDT. Il faut rappeler que la FEN est marquée par une tradition laïque et démocratique, par une idéologie humaniste et socialisante; selon des modalités conformes à sa conception de l'action, elle est intervenue quand elle a jugé que la démocratie ou la laïcité étaient en danger : elle a mené la grève du 30 mai 1958 contre le coup d'État d'Alger; elle a animé une grande campagne laïque en 1959. La FEN qui a de profondes convergences d'analyse avec FO se retrouve le plus souvent dans l'action

commune avec la CGT et la CFDT. Son caractère de Fédération unitaire contribue à lui donner une place charnière dans le mouvement syndical et dans le mouvement ouvrier.

Il ne faut pas oublier que la FEN regroupe 532 000 des 830 000 travailleurs de l'éducation, soit plus de 70 % des travailleurs concernés, alors que la moyenne nationale de syndicalisation est de 25 %. Enfin, il s'agit d'un syndicalisme de fonctionnaires, dont la situation dépend directement de la politique, et en particulier de la pratique scolaire, de l'État-patron.

## Après mars 78...

Quelles sont les conséquences de la rupture de l'Union de la gauche et des résultats de mars 78 pour la FEN ? « L'ancrage à gauche » n'a plus le même sens ni les mêmes effets. Il y a une crise mondiale, universelle; aucun horizon politique; il est inutile, absurde, aventuriste d'attaquer l'ensemble de la politique du pouvoir; il existe une orientation vraiment syndicale qui, en se fixant des objectifs précis et limités et des formes adaptées de pression, permet d'obtenir des résultats : il faut savoir conduire l'action syndicale dans le respect du cadre économique et *politique* qui est une *donnée* que le syndicalisme n'a pas pour vocation de mettre en cause. Bref, le syndicalisme se dénature s'il pousse les revendications et l'action jusqu'à contribuer au déclenchement ou à l'aggravation d'une crise politique. L'objectif est très clairement *l'inflexion* de la politique du pouvoir.

Une telle orientation, en particulier dans la situation actuelle, représente un très grave danger pour le syndicalisme lui-même. *Plus que jamais*, le syndicalisme se dénature s'il subordonne ses objectifs à ce qui est acceptable par le pouvoir en place.

Après mars 78, A. Henry prend ses précautions. Il affirme hautement qu'il récuse le consensus social, qu'il rejette la collaboration de classe « qui aliène l'indépendance du syndicat, en liant son sort aux objectifs du pouvoir ». Voyons...

Pour la direction UID, au lendemain de mars 78, le paysage politique français est sans doute transformé pour longtemps. Pour le secrétaire du SNI, l'élan est brisé. Henry écrit en décembre 1979 : « Ceux qui laisseraient croire que dans le climat politique actuel, marqué par les difficultés de la gauche, le pouvoir est déliquéscent, au bord de l'effondrement, risqueraient fort de commettre une erreur d'appréciation. » Le contexte est difficile, c'est une des idées les plus martelées par la direction fédérale; c'est la première partie de la motion d'orientation 1980. Les maîtres de l'argent et les privilégiés du profit cherchent à prendre la revanche de 36 et de 46. Il y a une crise économique, face à laquelle la FEN « entend prendre en compte les contraintes économiques pour mieux les dominer ». En face : « Variation de certaines centrales syndicales, désunion accentuée de la gauche... »

Pour la direction de la FEN, du fait de la division des partis, le syndicalisme se trouve valorisé : « Au-delà des échéances politiques, nos syndicats demeurent le recours permanent. » Le syndicalisme évite l'impatience puisqu'une de ses fonctions « est une imprégnation lente dans les couches populaires de ses valeurs profondes ». La FEN n'a nul besoin de recentrage : elle a toujours affirmé cette exigence de bon sens que représente la négociation dans tous les domaines avec le pouvoir en place.

Evidemment, la FEN affirme qu'elle ne prend pas son parti de la division, elle entend rester le trait d'union permanent... Mais « elle n'a ni à juger ni à arbitrer ». Il faut faire le constat qu'il n'y a pas d'issue politique, et le pari qu'il est possible de remporter des succès significatifs.

La situation étant ce qu'elle est, la gauche, ce qu'elle est, le pouvoir, ce qu'il est, la crise, ce qu'elle est, « le mouvement syndical ne peut à lui seul, et hors d'une perspective précise de changement politique, remettre en cause globalement la politique du pouvoir... Toute action globalisée débouche aujourd'hui sur le vide, et ne peut qu'entretenir la déception et l'amertume... » Pour des raisons évidentes de crédibilité, il faut au moins montrer qu'on peut obtenir quelque chose de ce pouvoir : le pouvoir en est tout à fait conscient.

Le 23 avril 1978, le secrétaire général de la FEN, à l'issue de son entrevue avec R. Barre, déclare : « Nous avons obtenu pour la première fois depuis longtemps un certain nombre de réponses positives. » S'il est nécessaire de dénoncer ce pouvoir, il faut lui reconnaître aussi certains mérites... C'est ainsi que Beullac a pu donner à Henry le sentiment de partager très largement « nos revendications essentielles et nos préoccupations ».

La conception de l'action s'adapte quelque peu. Que dit traditionnellement la majorité fédérale sur cette question ? Elle ne rejette à priori aucune forme d'action (ou seulement après examen); ainsi (janvier 1978) : « La grève de longue durée est possible lors de périodes particulières comme celles des événements de Mai 68, nous ne croyons pas que dans la situation présente, elle soit un moyen de lutte... » Avant les élections, il était impossible de mener des actions de grande envergure, dans une période pré-électorale *très politisée*... Après les élections, c'est encore beaucoup moins possible. La grande grève de protestation (de 24 heures) « dont les résultats ne sont pas toujours immédiats » ne peut pas être exclue dans une circonstance exceptionnelle.

L'action syndicale après mars 78, « c'est d'abord l'action *décentralisée*, à la base, qui, par mille moyens, fait prendre conscience aux travailleurs et à l'opinion publique des problèmes, des solutions à y apporter, de leur impuissance s'ils demeurent isolés, de leur force s'ils s'unissent. » Le rapport de forces est déjà construit à l'avance du fait du caractère massif de la syndicalisation dans l'Éducation nationale.

La condamnation des initiatives des structures de base est formelle : « Attention aux grèves reconductibles et illimitées, sans mandat national. Les actions dispersées, les grèves sauvages, n'émanant pas d'un mandat syndical ou fédéral peuvent produire un sentiment d'anarchie. » C'est ainsi qu'à la rentrée 78,

A. Henry a répondu aux actions engagées contre le redéploiement. Surtout pas de « globalisation ». Ne troublons pas les grandes négociations de la Fédération.

### *Les premiers résultats...*

#### *La question des salaires*

Ce qui est devenu plus important que la trop simple défense du pouvoir d'achat, c'est le droit à la négociation annuelle des salaires pour les fonctionnaires qui est considéré comme une grande conquête syndicale.

La FEN n'a pas signé d'accord salarial en 1977, influencée certainement par la situation et pour deux autres raisons : Barre refusait de prendre en compte l'annexe de l'accord salarial de 1976 et, surtout, proposait un mécanisme d'accord en masse salariale déterminée selon des critères incontrôlables. La FEN a surtout accusé Barre d'avoir porté un coup à la politique contractuelle et elle a insisté par la suite sur la « mauvaise année », celle où il n'a pas été possible de signer un accord salarial. En 1978, c'est à nouveau la signature (comme en 1976), et encore en 1979, avec des dispositions nettement plus médiocres, avec un recul très sensible du pouvoir d'achat; pour la FEN, c'est un accord de sauvegarde; ce qui est sauvegardé, c'est évidemment la politique contractuelle.

Mais A. Henry avertit le gouvernement : « A vouloir dépasser la limite au-delà de laquelle la politique contractuelle ou les négociations salariales ne seraient plus possible, il toucherait à un facteur non négligeable de stabilité sociale. » La FEN joue dans ce domaine un rôle *décisif*, puisque sa position est centrale dans le syndicalisme de la Fonction publique. Il faut ajouter que le SNI occupe une position centrale dans la FEN et qu'il mène *son propre jeu* pour la revalorisation *prioritaire* des instituteurs; on comprend l'importance et les effets des négociations sur cette question entre le SNI et le gouvernement. (Voir à ce sujet l'article sur la réforme de la formation des instituteurs.)

#### *L'emploi...*

La question des maîtres-auxiliaires à cette rentrée (79-80) est encore plus parlante du point de vue de « l'abandon revendicatif », avec le crédit fait aux promesses du pouvoir, la concertation. Le 3 septembre 1979, Beullac écrit à A. Henry pour lui promettre qu'il va réemployer tous les maîtres-auxiliaires avant le 30 octobre. La FEN en prend acte et organise une pression constante des responsables syndicaux sur les rectorats pour faire respecter ces engagements. Le 12 octobre, A. Henry doit écrire à Beullac : « Ne pouvant ni imaginer ni accepter que les engagements contenus dans votre lettre du 3 septembre ne soient pas tenus, je vous demande très solennellement de bien vouloir dégager les moyens nécessaires pour offrir un emploi à tous les maîtres-auxiliaires avant la fin octobre. » Début novembre, la FEN proteste : ils sont encore environ 4 000 à attendre une affectation (sans compter ceux qui n'ont en fait que des demi-postes, qui font des remplacements très provisoires, voire quelques heures dispersées...) A la CA du 15 novembre, A. Henry dit : « La négociation sur